



COMBATTRE POUR LE SOCIALISME

« On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme » (Lénine)

GROUPE pour la construction du Parti et
de l'Internationale ouvriers révolutionnaires
Supplément à CPS n°79 – 28 août 2021

Afghanistan

Déclaration du Groupe pour la construction du Parti ouvrier révolutionnaire de l'Internationale ouvrière révolutionnaire

En quelques semaines, alors même que le retrait des troupes US n'était pas achevé, les talibans ont balayé le gouvernement Ghani et assuré leur domination sur le territoire afghan.

Le gouvernement « officiel », pourri et corrompu jusqu'à la moelle, n'a pas trouvé dans la population afghane le moindre soutien. Les troupes de l'armée dite régulière n'ont pas esquissé le moindre combat. Ainsi se révèlent les rapports politiques réels. Le gouvernement Ghani (avant lui le gouvernement Karzaï) n'existait que maintenu à bout de bras par l'intervention massive des troupes US, ayant rallié dans un premier temps l'ensemble des puissances impérialistes, certaines d'entre elles (France, Espagne) s'étant retirées depuis plusieurs années au vu de leur impuissance.

Pas plus que le gouvernement fantoche, l'occupation militaire impérialiste n'avait le moindre soutien de la population. Et pour cause : le bilan de l'occupation militaire US, c'est celui de toutes les armées coloniales : exactions de toutes sortes, massacres de la population civile (déguisées en « bavures »). Le bilan de l'occupation militaire US, après l'intervention russe dans les années 80, c'est aussi la destruction de l'économie afghane en particulier de son agriculture - les terres agricoles, qui assuraient jusque dans les années 70 l'autosuffisance afghane, ayant été transformées en champs de pavot.

L'effondrement du régime, qui a pris la forme d'une véritable débâcle, signe incontestablement l'échec de la politique US du Grand Moyen-Orient. Cet échec était anticipé depuis de longs mois par le gouvernement US : Trump déjà, avait négocié en février 2020 sur le dos de Ghani les accords de Doha (avec le plein soutien de l'ONU) qui, de fait, conduisaient à la transmission du pouvoir aux talibans.

Le retrait de l'impérialisme américain résulte aussi de ce que toute la politique étrangère US, commune à tous les gouvernements depuis Obama, est désormais ordonnée par le combat primordial pour bloquer la montée en puissance de l'impérialisme chinois : le retrait d'Afghanistan ayant pour objectif de libérer et réorienter les moyens diplomatiques, financiers et militaires à cette fin.

Ce qui n'était pas prévu, c'est que l'effondrement soit aussi rapide et débouche sur des scènes qui mettent à mal le « *America is back* » de Biden. Surtout, les « engagements » pris par les talibans (pas d'exportation de régimes similaires à l'extérieur du pays, pas de soutien aux groupes « terroristes », en particulier à Al-Qaïda) n'engagent en réalité que ceux qui y croient. Depuis des décennies, les talibans fonctionnent en osmose avec les services secrets pakistanais, et la présence de groupes proches des talibans est manifeste dans un certain nombre d'États d'Asie centrale (ex-républiques de l'ex-URSS).

Le terreau sur lequel les talibans se sont reconstitués après 2001 est celui de la gabegie, dont l'intervention impérialiste est responsable : jeunes déclassés par dizaines de milliers, explosion du narco-trafic, bandes armées et « chefs de guerre » maffieux qui pullulent sous des dehors religieux ou communautaires... L'accord entre les talibans et les USA est pour ces derniers sans garantie. C'est en cela que la prise du pouvoir par les talibans constitue pour l'impérialisme US, et secondairement pour les autres puissances impérialistes occidentales, un lourd revers.

Il s'en faut pourtant de beaucoup pour que cet échec de l'impérialisme constitue une victoire pour les masses, en particulier pour le peuple afghan. Celui-ci va se trouver sous la férule d'un régime barbare sanguinaire et obscurantiste : au nom de la charia, ce sont les exécutions sommaires et la torture, les femmes rendues à la condition d'esclaves, la science, l'art, la culture bannis et ceux qui les promeuvent persécutés.

C'est aussi, aspect jamais évoqué par les médias de la bourgeoisie, la répression impitoyable contre les militants se réclamant du mouvement syndical partout pourchassés par les talibans dès qu'ils conquéraient une région, en précisant que le gouvernement Ghani s'était illustré précédemment par une politique constante contre les syndicats, interdisant la tenue des congrès syndicaux par exemple. Les milliers et milliers d'Afghans affluant vers l'aéroport de Kaboul dans une tentative désespérée d'échapper à cette barbarie savent déjà tout de cet avenir. Déjà, les quelques manifestations héroïques contre le nouveau pouvoir sont réprimées à balles réelles.

Pendant des décennies, les gouvernements des puissances impérialistes, assistés comme il se doit par les dirigeants traîtres du mouvement ouvrier, ont tenté de « vendre » à l'opinion ouvrière l'intervention impérialiste en Afghanistan (comme en France, l'intervention au Sahel) en la présentant comme une intervention en défense de la « démocratie », du « droit des femmes », des « valeurs ». Il aurait suffi de rappeler que les mêmes talibans voués aux gémonies avaient commencé par être armés, équipés de pied en cap, par les mêmes puissances impérialistes dans les années 80 contre le régime alors lié à l'URSS.

Mais en tout état de cause, Biden vient en quelques phrases d'en finir avec cette fable, de déchirer le voile dont les suppôts de l'impérialisme voulaient recouvrir l'intervention. *Le Monde* du 17 août cite ses propos : « *L'idée que nous puissions utiliser nos forces armées pour résoudre tous les problèmes internes qui existent dans le monde n'est simplement pas dans nos capacités* » ... expliquant qu'il pouvait citer une dizaine de pays où les femmes et les enfants sont persécutés... « *La question est de savoir si l'intérêt vital de l'Amérique ou si l'intérêt de l'un de nos alliés est en jeu* ». Et pour enfoncer le clou : « *Notre mission (...) n'a jamais été censée créer une démocratie unifiée centralisée* ».

2 000 milliards de dollars, plus de 200 000 morts, à peu près autant de civils tués que de talibans ; la moitié des civils tués (les tristement fameuses « victimes collatérales ») étaient des enfants (d'après Bloomberg) pour, au final, cet aveu cynique de Biden !

Et plus que les discours, il y a les actes : c'est par des tirs à balles réelles des forces de sécurité américaines qu'ont été accueillis à l'aéroport hommes, femmes et enfants afghans cherchant à fuir la barbarie talibane. Ainsi se présente, sans fard, le visage hideux de l'impérialisme.

Les gouvernements des puissances impérialistes unanimes, Macron en tête : pas de réfugiés afghans chez nous !

Les centaines de milliers d'Afghans qui cherchent à fuir la terreur talibane sont d'abord des victimes de l'impérialisme. Mais à l'unanimité, les gouvernements des puissances impérialistes entendent bien par tous les moyens les laisser entre les mains de leurs persécuteurs. En Allemagne, quand Merkel appelle à « *ne pas reproduire l'erreur de 2015* » (l'accueil de quelques dizaines de milliers de réfugiés syriens), le candidat de la CDU déclare : « *Il ne faut pas envoyer le signal que l'Allemagne peut accueillir tous ceux qui sont dans le besoin* ». Mais le candidat SPD n'est pas en reste dans ce véritable concours de déclarations sordides : « *Nous devons faire en sorte que les gens puissent rester et avoir un avenir sûr dans les pays voisins* ». Que l'Iran, le Pakistan, l'Irak préservent l'Allemagne de l'afflux de réfugiés !

Dans ce concert des ignominies, Macron – que le lanceur d'alerte Snowden a surnommé « Emmanuel Le Pen » - occupe une place de choix : « *Nous devons anticiper et nous protéger contre des flux migratoires irréguliers importants* ». Quant à son ministre Le Drian, il demande sans rire aux talibans de montrer qu'ils ont changé en respectant les droits des femmes !

Les puissances impérialistes n'ont pas renoncé à mettre la main sur les richesses du pays, mais elles doivent d'abord essayer d'éviter que celui-ci sombre dans un chaos risquant de s'étendre à toute la région

Dans l'immédiat, l'impérialisme américain, son rival chinois et les diverses puissances régionales sont « unis » par une même crainte : que le chaos parti d'Afghanistan ne se propage aux pays voisins. Cette crainte est ravivée par les récents attentats aux abords de l'aéroport de Kaboul qui pose à tous les impérialismes (occidentaux comme chinois, sans compter la Russie) l'angoissante question : les talibans ont-ils les moyens de maintenir un ordre stable dans le pays ? Mais leurs rivalités et les luttes d'influences qui en découlent n'en restent pas moins à l'œuvre.

CNN Business dévoile : « *L'Afghanistan est "assis sur des gisements de minerais d'une valeur de près mille milliards de dollars"* ». Cela comprend non seulement du fer, du cuivre et de l'or, mais aussi des minerais de terres rares et « *peut-être le plus important, ce qui pourrait être l'un des plus grands gisements de lithium au monde – un composant essentiel, mais rare des batteries rechargeables et d'autres technologies* ».

Le retrait des troupes US d'Afghanistan ne signifie en rien le renoncement des USA, mais aussi des autres puissances impérialistes, à mettre la main sur les très importantes richesses du pays. Certes, d'une part, l'impérialisme US a immédiatement décidé de priver les banques afghanes des dollars dont elles ont besoin, et le FMI a suspendu tous ses engagements de prêts à l'État afghan, mais, d'autre part, le lien est maintenu avec les talibans sous la forme d'une représentation diplomatique de la plupart des puissances impérialistes.

Toutes les possibilités doivent ainsi rester ouvertes pour un pillage « négocié » des ressources afghanes. Et dans la concurrence pour ce pillage, la Chine entend prendre toute sa part. Au moment où la vice-présidente US, Kamal Harris, œuvre à Singapour à la consolidation de l'alliance anti-chinoise, dénonçant la prétention chinoise à la suprématie en Mer de Chine, pour l'impérialisme chinois, le retrait US d'Afghanistan offre une opportunité d'y étendre son influence.

Quel combat mener ?

Depuis vingt ans, notre Groupe, dans les limites de ses forces, a combattu pour le retrait des troupes impérialistes d'Afghanistan, et d'abord des troupes françaises présentes jusqu'en 2014. Aujourd'hui, se trouve confirmée la justesse de cette orientation.

Jamais, nulle part l'intervention impérialiste n'a conduit ni aux libertés démocratiques, ni aux droits des femmes. Toujours, l'intervention impérialiste vise exclusivement à la défense des intérêts de l'impérialisme lui-même, au pillage des ressources des pays dominés, à la surexploitation de leur prolétariat.

Mais on doit ajouter que les « guerres sans fin », chères au complexe militaro-industriel, les énormes dépenses d'équipement qu'elles nécessitent, constituent un indispensable (autant que juteux) volant d'entraînement de l'économie capitaliste. Si on considère les cinq plus importants fournisseurs américains de matériels militaires (Boeing, Raytheon, Lockheed Martin, General Dynamics, Northrop Grumman), les actions investies en 2001 ont offert un retour sur investissement supérieur de 58% au rendement moyen du marché. On ne peut en finir avec les guerres impérialistes sans en finir avec le système capitaliste.

Le retrait de l'Afghanistan ne signifie nullement que les opérations guerrières impérialistes vont cesser ; plus la crise du système capitaliste s'approfondit, plus les guerres lui sont un nécessaire ballon d'oxygène. S'agissant de l'intervention de l'armée française en Afrique, il est impérieux de tirer les enseignements de la poursuite des opérations guerrières en territoire étranger. Comme le disent eux-mêmes des vétérans d'Afghanistan (US et anglais notamment), chaque bombardement, chaque exécution ou arrestation arbitraire par les troupes étrangères renforçait l'action des talibans. Il n'en va pas autrement au Sahel ; il n'y a pas de guerre impérialiste propre !

Que ce soit en Afrique ou en Asie, il n'y aura de défaite de la forme islamiste de l'obscurantisme que par l'action des masses elles-mêmes. Si difficile que soit ce combat, il doit pouvoir s'appuyer sur la solidarité internationaliste active des prolétariats et de la jeunesse des pays dans lesquels ces combats peuvent être immédiatement organisés.

Les militants regroupés autour de « Combattre pour le Socialisme » ont combattu depuis des années pour le retrait des troupes de l'impérialisme français aussi bien d'Afghanistan que du Sahel. Ils l'ont fait en combattant les discours hypocrites de défense de l'impérialisme disant : « Oui, mais si les troupes se retirent, ce sera pire ». La vérité est que chaque jour d'intervention militaire impérialiste avec sa cohorte d'exactions, de bombardements sur la population civile, chaque jour supplémentaire de pillage impérialiste des ressources de ces pays est une aubaine pour le recrutement des groupes islamistes réactionnaires. La vérité est que la condition pour permettre aux masses du Mali comme d'Afghanistan de se débarrasser des bandes barbares de djihadistes, c'est de se battre pour le retrait inconditionnel des troupes impérialistes.

Il faut aujourd'hui combattre avec la dernière énergie pour imposer aux dirigeants du mouvement ouvrier de se prononcer en particulier pour le retrait immédiat, total des troupes françaises du Sahel.

Par dizaines de milliers, les Afghans et Afghanes menacés de torture et de mort, les femmes afghanes menacées d'être réduites à l'esclavage et à la claustration cherchent à fuir le pays, à trouver refuge notamment en Europe et aux USA. Il faut le dire, ces dizaines de milliers sont victimes de l'impérialisme : l'impérialisme qui a commencé par armer les djihadistes, l'impérialisme dont l'occupation n'a fait que renforcer les talibans.

Une pétition initiée par des intellectuelles et artistes demande l'accueil inconditionnel de ces victimes. Sans même discuter de chaque ligne de cet appel, il faut affirmer : c'est la responsabilité des organisations du mouvement ouvrier, des directions syndicales CGT, FO, FSU, UNEF de prendre en charge le combat : ouverture des frontières aux réfugiés afghans, sans condition et sans sélection !

Une telle bataille ne peut sûrement pas se mener sur le terrain du « respect des engagements » de Macron, contrairement à ce que demande Martinez, le secrétaire de la CGT : « *Dans son allocution, Emmanuel Macron s'est engagé à rapatrier l'ensemble des ressortissants français ainsi que toutes celles et ceux qui se sont engagés dans la lutte contre les talibans.* » (déclaration CGT du 17 août)

Cela suppose au contraire l'affrontement avec le gouvernement Macron et toute la réaction, l'organisation de la mobilisation unie sur cet objectif.

Le 28 août 2021

*

Prenez contact : <http://socialisme.free.fr> - e-mail : socialisme@free.fr